L’UE face à l’urgence d’une gestion durable de l’eau

Florian Chaaban

https://www.touteleurope.eu/environnement/l-ue-face-a-l-urgence-d-une-gestion-durable-de-l-eau/

Face à des pénuries et une qualité d’eau déclinante, l’UE doit revoir sa stratégie. La Commission européenne prépare un plan pour mieux gérer cette ressource vitale, sous pression environnementale et humaine.

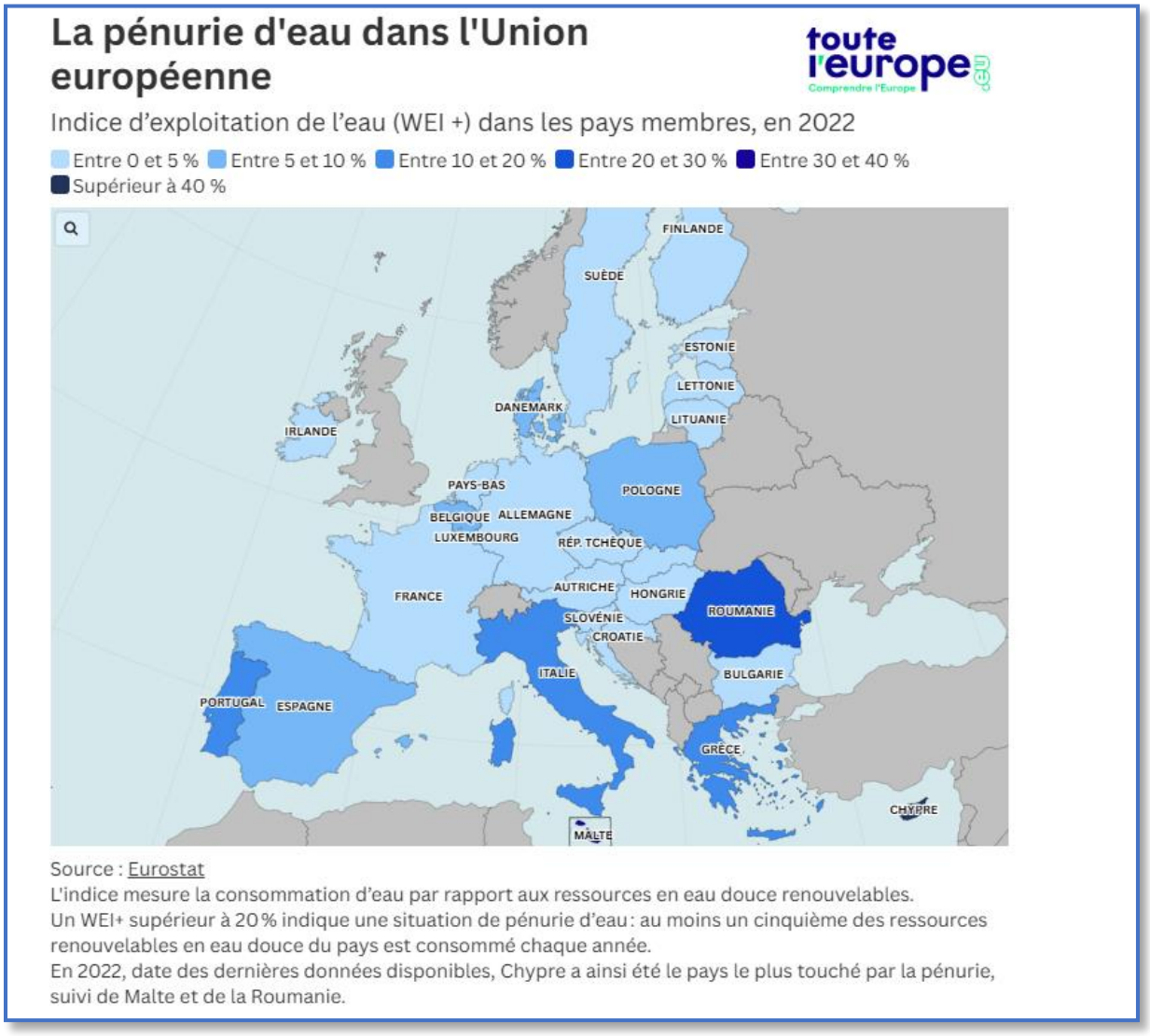
Selon l'Agence européenne pour l'environnement, seuls 37 % des eaux de surface européennes sont en bonne ou très bonne santé écologique –

Un trésor menacé. "*L’eau est une ressource essentielle non seulement pour la santé publique, l’environnement et ses écosystèmes, mais aussi pour la production d’énergie, l’agriculture et la sécurité alimentaire*", écrit le Parlement européen.

Comme ailleurs dans le monde, des défis complexes liés à l’eau touchent des millions d’Européens. Pénuries, pollution, inondations et sécheresses ne concernent plus seulement des régions isolées, mais désormais l’ensemble du continent.

Si bien qu'en 2022, jusqu’à **34 %** de la population de l’UE et **40 %** de son territoire ont été confrontés à une pénurie saisonnière d’eau, indique l'Agence européenne pour l'environnement dans un rapport publié le 17 janvier 2025. En Europe du sud, cela touche jusqu’à 70 % de la population l’été. L'agriculture, l'approvisionnement public en eau et le tourisme exercent une pression considérable sur les ressources en eau douce de cette région.

Surtout, le changement climatique devrait "*intensifier les fluctuations saisonnières de la disponibilité de l'eau douce en Europe*", indique le rapport, qui prévient que "*la fréquence, l'intensité et l'impact des épisodes de sécheresse devraient également augmenter*". Compte tenu de ces facteurs et de l'aggravation de la tendance depuis 2010, "*il semble peu probable que la pénurie d'eau diminue d'ici à 2030*", alertent également ses auteurs.



Comment l'Union européenne agit-elle sur le sujet ?

La politique européenne de l'eau, à l'exception de celle dédiée au milieu marin, s'appuie principalement sur un cadre juridique spécifique pour protéger et gérer l'eau douce : la **directive-cadre sur l'eau**, adoptée le 23 octobre 2000. Le texte précise dès les premières lignes que *"l'eau n'est pas un bien marchand comme les autres mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel*".

Cette directive est complétée par des textes spécifiques sur la qualité de l'eau potable, la protection contre les nitrates, la gestion des risques d'inondation ou encore la protection des eaux souterraines. Des législations régulièrement actualisées pour répondre aux enjeux de santé publique, de protection de l'environnement et de gestion durable de la ressource en eau.

En mai 2025, le Parlement européen a proposé des mesures ambitieuses pour répondre à ces défis, dans un rapport relatif à la future **stratégie européenne de résilience dans le domaine de l'eau**. Dans leurs recommandations, adoptées à 470 voix pour (81 contre et 92 abstentions), les eurodéputés appellent à une stratégie ambitieuse afin que l'UE "*gère plus efficacement ses ressources en eau et réponde mieux aux défis actuels*" dans ce domaine.

Le Parlement européen demande de trouver des solutions aux pénuries, à la pollution et aux risques accrus de sécheresse et d'inondation. Des **objectifs sectoriels** sont également attendus pour limiter les prélèvements d'eau, en améliorer l'usage et réduire la pollution causée par les pesticides, les antibiotiques, les microplastiques et les polluants éternels (PFAS), tout comme des mesures spécifiques pour les régions particulièrement exposées, comme le bassin méditerranéen ou les territoires d'outre-mer.

Les députés recommandent **des investissements ciblés** pour **moderniser les infrastructures**, **développer des réponses durables** (naturelles et technologiques), et **intégrer**

l’adaptation au climat dans les politiques liées à l’eau et à l’aménagement du territoire. Les innovations numériques, comme l’intelligence artificielle ou les systèmes d’alerte en temps réel, sont jugées essentielles pour une gestion plus réactive et transparente de l’eau, ainsi que pour la sécurité des infrastructures.

La ressource en eau dans le monde 🌍

Le risque d’une crise mondiale de l’eau douce est "*imminent*", prévenait l’Organisation des nations unies (ONU) à New York en mars 2023, en introduction d'une conférence exceptionnelle consacrée à cette question.

L’assemblée générale des Nations unies reconnaît l’accès à l’eau et à l’assainissement comme un droit humain fondamental depuis 2010. En principe, chacun devrait pouvoir s’approvisionner à une source située à moins de 1 kilomètre et de trente minutes de chez lui.

Près d’un quart de la population mondiale, soit environ 2 milliards de personnes, n’a pas accès à une eau potable conforme aux normes établies par l’ONU. Par ailleurs, ce sont 3,6 milliards d’individus - soit près de la moitié de l’humanité - qui ne disposent pas de systèmes d’assainissement sûrs, comme des toilettes. Et au moins 2 milliards d’êtres humains utilisent de l’eau contaminée, ce qui les expose au choléra, à la dysenterie, à la typhoïde, à la poliomyélite…

L’accès à l’eau ne dépend pas seulement de sa quantité, mais aussi de sa qualité, qui se détériore partout dans le monde. Dans les régions à faibles revenus, l’absence de traitement des eaux usées constitue la principale source de pollution. Une estimation datant de 2017 "*reste toujours valable*", écrivait Le Monde en 2023 : au total, plus de 80 % des eaux usées sont rejetées directement dans l’environnement sans être traitées.

La stratégie sera dévoilée par la Commission européenne le **4 juin** prochain. Elle vise notamment à atteindre l'objectif zéro pollution en 2030. Prévue à l'origine pour 2024, la présentation du plan a été repoussée en raison des manifestations d'agriculteurs européens survenues peu avant les élections. Dans cette optique, elle a annoncé son intention de formuler plusieurs **recommandations à destination des États membres** pour les aider à optimiser leur gestion de l'eau.

L'objectif est notamment d'optimiser l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs, de l'agriculture aux centres de données, en passant par l'industrie automobile, qui en sont tous de grands consommateurs. La stratégie ne prévoit en revanche aucune obligation juridiquement contraignante.

La qualité des eaux dans un état "critique"

La situation n'a pas évolué depuis 2015, date d'un précédent rapport d'étape de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Dans une nouvelle étude publiée le 15 octobre 2024, celle-ci dresse un constat alarmant. "*Nos eaux sont confrontées à une série de défis sans précédent qui menacent [sa sécurité] en Europe*", y affirme sa directrice, Leena Ylä-Mononen.

La directive-cadre sur l'eau, qui date de 2000, prévoit notamment que 100 % des masses d'eau devaient atteindre un bon état, à la fois écologique et chimique, en 2015. Or selon l'agence européenne, qui a analysé **120 000 masses d'eau de surface** (rivières, lacs, eaux côtières…) et **3,8 millions de km2 de masse d'eau souterraine** dans 19 pays de l'UE et en Norvège, l'engagement n'a pas été tenu par les États membres. L'échéance a donc été reportée à 2027.

En dépit de ce délai supplémentaire, l'état des eaux de surface en Europe reste préoccupant. Selon le rapport, seuls **37 %** d'entre elles présentent une bonne ou très bonne santé écologique - caractérisée notamment par une biodiversité aquatique suffisante, le respect de la morphologie des cours d'eau, une température adéquate et un débit

stable. Par ailleurs, à peine **29 %** affichent un bon état chimique, avec une faible présence de polluants. Quant aux nappes d'eau souterraines, la situation montre une légère amélioration, bien que celle-ci reste insatisfaisante : 77 % affichent un bon état chimique et 91 % seraient considérées en "bon état quantitatif", leur permettant d'atteindre un équilibre de long terme. Toutefois, des problèmes persistent, notamment liés à la "*pollution par les pesticides et les nutriments*", souligne l'AEE.

Ces résultats ont été confirmés par la Commission européenne en février 2025. Appelant à la nécessité de déployer "*des efforts considérables*", l'exécutif européen a formulé des recommandations clés aux Vingt-Sept pour améliorer leur gestion de cette ressource précieuse. Parmi elles, une meilleure application des règles sur la qualité de l'eau, en particulier contre la pollution agricole et les rejets d'eaux usées, tout en assurant un financement adéquat. La Commission appelle aussi à renforcer les actions face à la pollution chimique et à encourager la réutilisation de l'eau.

Dans plusieurs pays européens, la question de la quantité d'eau disponible en profondeur vient aussi se mêler aux problèmes de qualité. **En France métropolitaine par exemple, au moins 10,6 % des aquifères, ces sols et roches qui abritent les nappes phréatiques, sont jugés en "mauvais état" quantitatif, en raison de prélèvements supérieurs à la ressource disponible**. Pourtant, ces réserves assurent l'essentiel de l'approvisionnement en eau potable du pays.

De nombreux leviers

La gestion de l'eau en Europe demande des efforts coordonnés. "*De nombreuses rivières et lacs d'Europe sont partagés par plusieurs pays, ce qui rend la gestion transfrontalière de l'eau essentielle*", souligne le Parlement européen. L'institution considère qu'il revient à la Commission de garantir la solidarité régionale et

transnationale par des politiques de l'eau conjointes et en facilitant la coopération entre les pays de l'UE.

Pour garantir un suivi efficace de la qualité de l'eau et de sa consommation, il convient d'investir dans des **infrastructures hydrauliques modernes** et des **systèmes de surveillance intelligents**. Dans ce sens, les députés européens proposent de créer, à partir de **2028**, un **fonds spécifique** dans le prochain budget à long terme de l'Union européenne. Celui-ci serait entièrement dédié à renforcer la résilience face au stress hydrique, en priorité dans les régions les plus exposées aux pénuries d'eau.

La question de la modernisation revient régulièrement sur la table, alors que certains pays européens gaspillent d'importantes quantités d'eau en raison d'infrastructures vétustes. En 2020 en France, les pertes sur les réseaux de distribution d'eau potable dues à des fuites représentaient près de **20 % des volumes**, selon l'Observatoire Eau France. Une situation encore valable trois ans plus tard. Autrement dit, 1 litre d'eau potable sur 5 qui entre dans les canalisations retourne à la nature. Cela représente **937 millions de m³ par an**, l'équivalent de la consommation annuelle de 18 millions d'habitants. **Ce rendement moyen de 80 % fait cependant de la France un des bons élèves de l'Europe, selon le président de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau** (FP2E). "*En comparaison, l'Italie affiche à peine plus de 60 %, tandis que la Belgique atteint seulement 73 %*", souligne-t-il.

Lors d'un déplacement dans les Hautes-Alpes le 30 mars 2023, le Président de la République a présenté une stratégie à long terme visant à planifier la gestion de l'eau jusqu'en 2030. Pour "*accompagner les territoires les plus vulnérables*", l'État a ainsi débloqué en urgence **180 millions d'euros**, une enveloppe renouvelée chaque année. 35 millions d'euros sont par ailleurs consacrés aux territoires d'Outre-mer.

Les enjeux sont multiples. Outre la lutte contre les fuites, les questions de la réutilisation des eaux usées, de la transformation de l'agriculture - avec des installations adaptées au changement climatique - ou encore de l'évolution de la tarification de l'eau se posent avec acuité.

Pour soutenir la transition vers une gestion plus pragmatique et responsable de la ressource en eau, Bruxelles table sur un mix entre financements publics et privés. Un accélérateur d'investissements dédié à la résilience de l'eau, en partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI), va notamment être lancé, avec une vingtaine de projets pilotes innovants à la clé. Pour le Parlement européen, "*les défis modernes appellent des solutions modernes*". Dans ce cadre, "*les technologies émergentes peuvent aider à transformer la gestion de l'eau*" et à rendre son utilisation plus durable.

https://www.eea.europa.eu/en/analysis/indicators/use-of-freshwater-resources-in-europe-1

https://www.eea.europa.eu/en/analysis/publications/europes-state-of-water-2024